

Ville de

SAINT REMY DE PROVENCE

Place Jules Pellissier

13538 St Rémy de Provence

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 FEVRIER 2023

Date de convocation :

1^{er} février 2023

Nombre :

- de conseillers en exercice : 29

- de présents : 25 (24 à partir de la délibération n° 2023-10)

- de représentés : 4 (5 à partir de la délibération n° 2023-10)

- de votants : 29

N°2023-21

Le Maire certifie que le compte

rendu de cette délibération

a été affiché à la porte de

la mairie et transmis en

sous préfecture le :

- 9 FEV. 2023

Le Maire



L'an deux mille vingt-trois, le 7 février, à 19h00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la Présidence de Monsieur Hervé CHERUBINI.

Étaient présents : Mesdames et Messieurs, BALLIT, BODY-BOUQUET, CHERUBINI, CLAPIER, COLOMBET, DORISE FAVERJON, GARCIA, JODAR, MARIN, MARTIN, MAURON, MEINHARD, MILAN, MISTRAL, MONTAGUT, NEGRE, PLAUD (*jusqu'à la délibération n° 2023-9*), RAMAGE, ROUSSI-PLANCHÉ, ROYER-HERVET, SALADIN, SALVATORI, THOMAS, WILDE,

Formant la majorité des membres en exercice

Absents représentés :

Mme BELLEMERE-DIASSY représentée par M. THOMAS

M. BOUTERIN représenté par Mme SALVATORI

M. OULET représenté par M. CHERUBINI

M. ROGER représenté par Mme ROUSSI-PLANCHÉ

Mme PLAUD représentée par M. FAVERJON (à partir de la délibération n° 2023-10)

Secrétaires de séance : Mme Juliette DORISE et M. Romain THOMAS

N°2023-21

Appel des Villes et des Collectivités Territoriales en faveur du traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Vu le vœu qui lui est soumis, à savoir : signer l'appel des Villes pour soutenir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires,

Vu l'article 55 de la Constitution qui dispose que «les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois»,

Vu le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) signé et ratifié par la quasi-totalité des Etats membres de l'ONU, dont la France en 1992, à l'exception de la Corée du Nord, de l'Inde, d'Israël, du Pakistan, du Soudan du Sud, qui stipule dans son article VI que «chacune des parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace»,

Vu que le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)-adopté le 7 juillet 2017 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, par une écrasante majorité de 122 Etats, et dont l'entrée en vigueur a eu lieu le 22 janvier 2021 met en œuvre l'article VI du TNP (susvisé) et stipule en son article 1 que «chaque Etat partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance :

- Mettre au point, mettre à l'essai, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière, posséder ou stocker des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires,

- Transférer à qui que ce soit, ni directement, ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 FEVRIER 2023

Date de convocation :

1^{er} février 2023

Nombre :

- de conseillers en exercice : 29

- de présents : 25 (24 à partir de la
délibération n° 2023-10)

- de représentés : 4 (5 à partir de la
délibération n° 2023-10)

- de votants : 29

N°2023-21

Le Maire certifie que le compte
rendu de cette délibération
a été affiché à la porte de
la mairie et transmis en
sous préfecture le :

- 9 FEV. 2023

Le Maire



● Accepter, ni directement, ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs,

● Employer, ni menacer d'employer des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires,

● Aider, encourager ou inciter quiconque, de quelque manière que ce soit, à se livrer à une activité interdite à un Etat partie du présent traité,

● Autoriser l'implantation, l'installation ou le déploiement d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires sur son territoire ou en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle.»

Vu l'article L.2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit veiller à assurer le bon ordre, la sureté, la sécurité qui concerne entre autre la prévention des accidents et des pollutions.

L'article L.2212-2 alinéas 5 stipulant de plus que le doit «prévenir, par des précautions convenables, [...] les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature»,

Attendu que l'arme nucléaire a été utilisée comme arme de guerre par deux fois dans l'histoire de l'Humanité (Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945), et plus de 2 000 fois à travers des essais souterrains et atmosphériques, entraînant des conséquences humanitaires et environnementales importantes toujours d'actualité,

Attendu que l'existence des armes nucléaires, comme le souligne la situation internationale, entretient les différentes formes de prolifération nucléaire et accroît le danger d'un usage volontaire, accidentel ou par erreur,

Attendu que toute détonation nucléaire aurait des conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques pour l'ensemble des Etats de la planète,

Attendu que le budget de 37 milliards d'euros engagés par la France, sur la seule période 2019-2025, selon la loi de programmation militaire, pour la modernisation et le renouvellement de l'arsenal nucléaire de la France vont à l'encontre de l'article 26 de la Charte des Nations Unies qui stipule que pour «favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales», il est nécessaire de ne détourner «vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde»,

Attendu que, pour faire face à ce danger, la Communauté Internationale a estimé qu'il n'y avait qu'une seule issue possible : leur élimination comme l'indique l'article 6 du TNP susvisé et le TIAN,

Attendu qu'à travers notre responsabilité d'élus en charge de la sécurité de la population de notre Commune, nous sommes directement concernés par le danger des armes nucléaires qui sont des armes dirigées vers nos centres urbains et les populations civiles de nos villes et communes, et que nous serions dans l'incapacité de prendre en charge les souffrances subies par la population,

Considérant de plus l'attribution du prix Nobel de la paix à la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, ICAN, le 6 octobre 2017,

Ville de
SAINT REMY DE PROVENCE
Place Jules Pellissier
13538 St Rémy de Provence

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 FEVRIER 2023

Considérant que nous sommes fermement convaincus que nos habitants ont le droit de vivre dans un monde libre de cette menace,

Date de convocation :

1^{er} février 2023

Nombre :

- de conseillers en exercice : 29

- de présents : 25 (24 à partir de la délibération n° 2023-10)

- de représentés : 4 (5 à partir de la délibération n° 2023-10)

- de votants : 29

N°2023-21

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie et transmis en sous préfecture le :

- 9 FEV. 2023

Le Maire



Considérant que le Conseil Municipal est profondément préoccupé par la lourde menace que les armes nucléaires posent aux communautés à travers le monde et à notre Commune et demande à Monsieur le Maire, pour préserver l'avenir de notre planète et des générations futures, de rejoindre les nombreux signataires de l'Appel des villes et d'adresser une requête au Président de la République pour que la France adhère au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires : «Notre ville est profondément préoccupée par la lourde menace que les armes nucléaires posent aux communautés à travers le monde. Nous sommes fermement convaincus que nos habitants ont le droit de vivre dans un monde libre de cette menace. Toute utilisation, délibérée ou accidentelle, d'arme nucléaire aurait des conséquences catastrophiques durables et à grande échelle pour la population et pour l'environnement».

Par conséquent, le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité,

- **SOUTIENT** le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et **APPELLE** le Gouvernement à y adhérer.

Fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Le Maire,
Hervé CHERUBINI.

